

Assemblée réunie  
de la Commission communautaire commune

Verenigde Vergadering van de  
Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Séance plénière  
du vendredi 7 mai 1999

Plenaire vergadering  
van vrijdag 7 mei 1999

SOMMAIRE

INHOUDSOPGAVE

	Page
EXCUSÉS	160
COMMUNICATIONS:	
Délibérations budgétaires	160
Cour des comptes	160
QUESTION D'ACTUALITE:	
— De M. Thierry de Looz-Corswarem à MM. Didier Gosuin et Rufin Grijp, membres du Collège réuni, compétents pour la Politique d'Aide aux personnes, concernant « l'aide de la Commission communautaire commune en faveur d'habitants du Kosovo »	160
PROJET D'ORDONNANCE:	
— Projet d'ordonnance portant approbation de l'accord de coopération entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la continuité de la politique en matière de pauvreté, signé à Bruxelles, le 5 mai 1998 (n <sup>os</sup> B-80/1 et 2 - 1998/1999)	161
Discussion générale. — Orateur : M. le Président	161
Discussion des articles	161
VOTE NOMINATIF:	
— Vote nominatif sur l'ensemble du projet d'ordonnance terminé (n <sup>os</sup> B-80/1 et 2 - 1998/1999)	162

	Blz.
VERONTSCHULDIGD	160
MEDEDELINGEN:	
Begrotingsberaadslagingen	160
Rekenhof	160
DRINGENDE VRAAG:	
— Van de heer Thierry de Looz-Corswarem aan de heren Didier Gosuin en Rufin Grijp, leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan personen, betreffende « de hulp van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie aan inwoners van Kosovo »	160
ONTWERP VAN ORDONNANTIE:	
— Ontwerp van ordonnantie houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en Gewesten betreffende de bestending van het armoedebeleid, ondertekend te Brussel op 5 mei 1998 (nrs. B-80/1 en 2 - 1998/1999)	161
Algemene bespreking. — Spreker : de Voorzitter	161
Artikelsgewijze bespreking	161
NAAMSTEMMING:	
— Naamstemming over het geheel van het afgehandelde ontwerp van ordonnantie (nrs. B-80/1 en 2 - 1998/1999)	162

PRESIDENCE DE M. ARMAND DE DECKER, PRESIDENT  
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER ARMAND DE DECKER, VOORZITTER

— La séance plénière est ouverte à 15 h 10.

De plenaire vergadering wordt geopend om 15.10 uur.

M. le Président. — Je déclare ouverte la séance plénière de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune du vendredi 7 mai 1999.

Ik verklaar de plenaire vergadering van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van vrijdag 7 mei 1999 geopend.

EXCUSES — VERONTSCHULDIGD

M. le Président. — Ont prié d'excuser leur absence : Mmes Martine Payfa, Isabelle Molenberg, Anne-Marie Vanpévenage, MM. André Drouart et Eric André.

Verontschuldigen zich voor hun afwezigheid: mevrouwen Martine Payfa, Isabelle Molenberg, Anne-Marie Vanpévenage, de heren André Drouart en Eric André.

COMMUNICATIONS  
FAITES A L'ASSEMBLEE REUNIE

*Délibérations budgétaires*

MEDEDELINGEN AAN DE  
VERENIGDE VERGADERING

*Begrotingsberaadslagingen*

M. le Président. — Divers arrêtés ont été transmis à l'Assemblée réunie par le Collège réuni.

Ils figurent au *Compte rendu analytique* et au *Compte rendu intégral* de cette séance. (Voir annexes.)

Verscheidene besluiten worden door het Verenigd College aan de Verenigde Vergadering overgezonden.

Zij zullen in het *Beknopt Verslag* en in het *Volledig Verslag* van deze vergadering worden opgenomen. (Zie bijlagen.)

*Cours des comptes*

*Rekenhof*

M. le Président. — Diverses communications ont été faites à l'Assemblée réunie par la Cour des comptes.

Elles figureront au *Compte rendu analytique* et au *Compte rendu intégral* de cette séance. (Voir annexes.)

Verscheidene mededelingen worden door het Rekenhof aan de Verenigde Vergadering gedaan.

Zij zullen in het *Beknopt Verslag* en in het *Volledig Verslag* van deze vergadering worden opgenomen. (Zie bijlagen.)

QUESTION D'ACTUALITE — DRINGENDE VRAAG

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question d'actualité de M. de Looz-Corswarem.

Aan de orde is de dringende vraag van de heer de Looz-Corswarem.

QUESTION D'ACTUALITE DE M. THIERRY DE LOOZ-CORSWAREM AUX MM. DIDIER GOSUIN ET RUFIN GRIJP, MEMBRES DU COLLEGE REUNI, COMPETENTS POUR LA POLITIQUE D'AIDE AUX PERSONNES, CONCERNANT «L'AIDE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE EN FAVEUR D'HABITANTS DU KOSOVO»

DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER THIERRY DE LOOZ-CORSWAREM TOT DE HEREN DIDIER GOSUIN EN RUFIN GRIJP, LEDEN VAN HET VERENIGD COLLEGE, BEVOEGD VOOR HET BELEID INZAKE BIJSTAND AAN PERSONEN, BETREFFENDE «DE HULP VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE AAN INWONERS VAN KOSOVO»

M. le Président. — La parole est à M. de Looz-Corswarem pour poser sa question.

M. Thierry de Looz-Corswarem. — Monsieur le Président, messieurs les membres de l'Exécutif responsables, mesdames, messieurs, il me revient que 10 millions de francs ont été délibérés par la COCOM en faveur d'habitants de la toute petite province du Kosovo dont sortiraient, d'après les médias, une centaine de milliers de réfugiés chaque jour.

Le Front National est évidemment d'accord : il faut aider les réfugiés. Cependant, je voudrais savoir pourquoi cette somme est réservée uniquement à ces populations, lorsque l'on sait que, déjà avant les bombardements de l'OTAN, association défensive criminelle qu'il faut assimiler aux Nazis qui, en 1944, bombardaient les mêmes régions, la Serbie hébergeait déjà plus de 700 000 réfugiés ? Pourquoi cette discrimination positive pour les uns et négative pour les autres ?

M. le Président. — La parole est à M. Gosuin, membre du Collège réuni.

M. Didier Gosuin, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'Aide aux personnes. — Monsieur le Prési-

dent, il est exact que le 1<sup>er</sup> avril dernier, sur proposition de mon collègue, Rufin Grijp et moi-même, la Commission communautaire commune et non la COCOF, a décidé d'octroyer un montant de 10 millions de francs à l'association Croix-Rouge de Belgique aux fins de les affecter à la politique d'aide humanitaire mise en place par celle-ci vis-à-vis des sinistrés du Kosovo.

Quant à la seconde partie de votre question, je ne la comprends pas...

**M. Thierry de Looz-Corswarem.** — Comme d'habitude, vous ne me comprenez pas!

**M. Didier Gosuin,** membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'Aide aux personnes. — ... sinon que vous regretteriez le fait que nous ne versions pas sur le compte de M. Milosevic des montants similaires.

Ce montant a été versé sur le compte de la Croix-Rouge.

**M. Thierry de Looz-Corswarem.** — Pas du tout, monsieur le ministre. Je vous demande pourquoi 10 millions pour les uns et rien pour les autres, étant donné que la Serbie, avant les bombardements, comptait déjà 700 000 réfugiés? Voilà ma question. Vous n'y avez pas répondu. J'attends une réponse.

**M. Didier Gosuin,** membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'Aide aux personnes. — Je vous ai répondu que je n'entrais pas dans cette vision révisionniste de l'histoire dans laquelle vous vous enfermez. Vous êtes probablement bien le seul à vous élever contre ce versement de 10 millions sur le compte de la Croix-Rouge de Belgique. Je vous laisse à vos opinions quant à la situation en Serbie et l'agression contre 1 250 000 Kosovars en proie aux pratiques nationalistes de M. Milosevic.

**M. Thierry de Looz-Corswarem.** — Que faites-vous du libre examen? Vous n'avez rien compris.

Je vous ai dit que nous sommes d'accord sur le versement. Vous laissez tomber les 700 000 réfugiés en Serbie, ceux de Somalie également.

**M. le Président.** — La parole est à M. Galand.

**M. Paul Galand.** — Monsieur le Président, je me permets de rappeler qu'à l'époque du drame de Vukovar, la région, faisant suite à une lettre que nous avons adressée à M. Chabert, a également versé pour l'aide humanitaire une somme de 5 millions, ce dont je me réjouis.

**PROJET D'ORDONNANCE PORTANT APPROBATION DE L'ACCORD DE COOPERATION ENTRE L'ETAT FEDERAL, LES COMMUNAUTES ET LES REGIONS RELATIF A LA CONTINUTE DE LA POLITIQUE EN MATIERE DE PAUVRETE, SIGNE A BRUXELLES, LE 5 MAI 1998**

*Discussion générale*

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE GOED-KEURING VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN DE FEDERALE STAAT, DE GEMEENSCHAPPEN EN GEWESTEN BETREFFENDE DE BESTENDIGING VAN HET ARMOEDEBELEID, ONDERTEKEND TE BRUSSEL OP 5 MEI 1998**

*Algemene bespreking*

**M. le Président.** — Mesdames, messieurs, l'ordre du jour appelle la discussion générale du projet d'ordonnance.

Dames en heren, aan de orde is de algemene bespreking van het ontwerp van ordonnantie.

La discussion générale ayant déjà eu lieu au sein du Conseil, je vous propose de vous y référer. (*Assentiment.*)

**M. le Président.** — La discussion générale est close.

De algemene bespreking is gesloten.

*Discussion des articles*

*Artikelsgewijze bespreking*

**M. le Président.** — Nous passons à la discussion des articles du projet d'ordonnance.

Wij vatten de artikelsgewijze bespreking van het ontwerp van ordonnantie aan.

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een materie bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 2.** L'accord de coopération entre l'Etat fédéral, les communautés et les régions relatif à la continuité de la politique en matière de pauvreté, signé à Bruxelles, le 5 mai 1998, est approuvé.

**Art. 2.** Het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de gemeenschappen en gewesten betreffende de bestending van het armoedebeleid, ondertekend te Brussel op 5 mei 1998, wordt goedgekeurd.

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 3.** La présente ordonnance produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Deze ordonnantie treedt in werking vanaf de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

— Adopté.

Aangenomen.

**M. le Président.** — Le vote sur l'ensemble du projet d'ordonnance aura lieu cet après-midi.

De stemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie zal deze namiddag plaatshebben.

**M. le Président.** — Mesdames, messieurs, nous interrompons ici nos travaux pour reprendre l'ordre du jour du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Dames en heren, wij onderbreken hier onze werkzaamheden om de agenda van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad te hervatten.

— La séance est suspendue à 15 h 15.

De vergadering wordt geschorst om 15.15 uur.

Elle est reprise à 21 h 05.

Ze wordt hervat om 21.05 uur.

M. le Président. — La séance est reprise.

De vergadering wordt hervat.

#### VOTE NOMINATIF — NAAMSTEMMING

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le vote nominatif sur le projet dont l'examen est terminé.

Aan de orde is de naamstemming over het afgehandelde ontwerp.

#### PROJET D'ORDONNANCE PORTANT APPROBATION DE L'ACCORD DE COOPERATION ENTRE L'ETAT FEDERAL, LES COMMUNAUTES ET LES REGIONS RELATIF A LA CONTINUITÉ DE LA POLITIQUE EN MATIERE DE PAUVRETE, SIGNE A BRUXELLES, LE 5 MAI 1998

*Vote par appel nominal sur l'ensemble*

#### ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE GOEDKEURING VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN DE FEDERALE STAAT, DE GEMEENSCHAPPEN EN GEWESTEN BETREFFENDE DE BESTENDIGING VAN HET ARMOEDEBELEID, ONDERTEKEND TE BRUSSEL OP 5 MEI 1998

*Stemming bij naamafroeping over het geheel*

M. le Président. — Mesdames, messieurs, nous passons maintenant au vote par appel nominal sur le projet d'ordonnance.

Dames en heren, wij stemmen nu over het ontwerp van ordonnantie bij naamafroeping.

— Il est procédé au vote par appel nominal.

Er wordt tot stemming bij naamafroeping overgegaan.

59 membres sont présents.

59 leden zijn aanwezig.

55 votent oui.

55 stemmen ja.

49 votent oui dans le groupe linguistique français.

49 stemmen ja in de Franse taalgroep.

6 votent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

6 stemmen ja in de Nederlandse taalgroep.

4 s'abstiennent.

4 onthouden zich.

3 s'abstiennent dans le groupe linguistique français.

3 onthouden zich in de Franse taalgroep.

1 s'abstient dans le groupe linguistique néerlandais.

1 onthoudt zich in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence, l'Assemblée réunie adopte le projet d'ordonnance qui sera soumis à la sanction du Collège réuni.

Bijgevolg neemt de Verenigde Vergadering het ontwerp van ordonnantie aan: het zal ter bekrachtiging aan het Verenigd College worden voorgelegd.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. Adriaens, Mmes Bouarfa, Caron, Carthé, Carton de Wiart, MM. Clerfayt, Cools, Cornelissen, Daif, Debry, De Coster, Decourty, De Decker, De Grave, de Jonghe d'Ardoye, de Lobkowicz, Demannez, Demaret, de Patoul, Draps, Drouart, Mmes Gh. Dupuis, Foucart, MM. Frippiat, Galand, Gosuin, Mme Guillaume-Vanderroost, MM. Harmel, Hasquin, Hecq, Hotyat, Mme Huytebroeck, MM. Leduc, Lemaire, Mme Lemesre, M. Michel, Mmes Mouzon, Nagy, MM. Picqué, Pivin, Mme Raspoet, MM. Roelants du Vivier, Romdhani, Mmes Schepmans, Stengers, MM. Thielemans, Tomas, van Eyll et van Weddingen.

Nederlandse taalgroep — Groupe linguistique néerlandais:

De heren Béghin, Chabert, Garcia, Gatz, Vanhengel en Grijp.

Se sont abstenus:

Onthouden hebben zich:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. de Looz-Corswarem, Eloy et Rozenberg.

Nederlandse taalgroep — Groupe linguistique néerlandais:

De heer Lootens-Stael.

#### ORDRE DES TRAVAUX

#### ORDE VAN DE WERKZAAMHEDEN

M. le Président. — Chers collègues, je vous signale que l'interpellation de M. Galand à MM. Chabert et Hasquin est transformée en question écrite et que l'interpellation de M. Grimberghs à MM. Gosuin et Grijp est retirée. La question orale de M. Drouart à MM. Gosuin et Grijp et la question orale jointe de M. Lemaire sont transformées en questions écrites.

En conséquence, les travaux de la séance plénière de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune sont terminés.

Je vous invite à prendre le verre de l'amitié dans quelques instants.

M. le Président. — La séance plénière de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune est close.

De plenaire vergadering van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is gesloten.

— La séance plénière est levée à 21 h 15.

De plenaire vergadering wordt om 21.15 uur gesloten.

## ANNEXES

### DELIBERATIONS BUDGETAIRES

— Par lettre du 30 mars 1999, le Collège réuni de la Commission communautaire commune transmet, en exécution de l'article 44, § 1<sup>er</sup> des lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat, une copie de la délibération motivée (n° 99/44004) du Collège réuni du 25 mars 1999 autorisant l'engagement, l'ordonnancement et le paiement de dépenses de la Commission communautaire commune.

— Par la lettre du 28 avril 1999, le Collège réuni de la Commission communautaire commune transmet, en exécution de l'article 44, § 1<sup>er</sup> des lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat, une copie de la délibération motivée (n° 99/44005) du Collège réuni du 22 avril 1999 autorisant l'engagement, l'ordonnancement et le paiement de dépenses de la Commission communautaire commune.

*Pour information.*

### COUR DES COMPTES

— Par lettre du 14 avril 1999, la Cour des comptes prend acte de la délibération budgétaire 99/44004 du 25 mars 1999 du Collège réuni de la Commission communautaire commune prise en exécution de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat et fait part à l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune que son Collège est d'avis que les considérants énoncés dans le préambule de cette délibération permettent de conclure à l'existence de « circonstances exceptionnelles » au sens dudit article 44.

Par même courrier, la Cour des comptes transmet, en annexe, un relevé cumulatif de l'exécution des délibérations prises par le Collège réuni en 1999 sur la base de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

*Pour information.*

## BIJLAGEN

### BEGROTINGSBERAADSLAGINGEN

— Bij brief van 30 maart 1999, zendt het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in uitvoering van artikel 44, § 1 van de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit, een afschrift van de gemotiveerde beraadslaging (nr. 99/44004) van het Verenigd College dd. 25 maart 1999 houdende machtiging tot het vastleggen, het ordonnanceren en het betalen van uitgaven van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

— Bij brief van 28 april 1999, zendt het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in uitvoering van artikel 44, § 1 van de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit, een afschrift van de gemotiveerde beraadslaging (nr. 99/44005) van het Verenigd College dd. 22 april 1999 houdende machtiging tot het vastleggen, het ordonnanceren en het betalen van uitgaven van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

*Ter informatie.*

### REKENHOF

— Bij brief van 14 april 1999 neemt het Rekenhof akte van de begrotingsbeslissing 99/44004 van 25 maart 1999 van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie genomen ter uitvoering van artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit en deelt de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie mede dat zijn College van oordeel is dat de consideransen van de begrotingsbeslissing toelaten het bestaan te erkennen van buitengewone omstandigheden zoals voorzien in bovenvernoemd artikel 44.

Per zelfde brief zendt het Rekenhof in bijlage een cumulatieve staat van de begrotingsbeslissingen die in 1999, op basis van artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, door het Verenigd College werden genomen.

*Ter informatie.*